

MOUVEMENT POUR
LA RENAISSANCE
DU CAMEROUN



CAMEROUN
RENAISSANCE
MOVEMENT

AUTORISATION MINATD N°000221 DU 25 JUILLET 2008/ LETTRE MINATD N°0002249/LMINATD/DAP/SDE/STP DU 02 AOÛT 2012

DECLARATION SUR L'APPEL PUBLIC AU COUP D'ÉTAT LANCÉ PAR LE PARTI AU POUVOIR, LE RDPC, À L'ARMÉE NATIONALE.

Au moment où je m'appête à faire la présente déclaration, j'ai une pensée particulière pour tous les militants et sympathisants du Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) déjà tombés sous les coups du régime en place, et une tristesse infinie à la suite de l'assassinat monstrueux de Mme Suzanne ZAMBOUE, paisible mère de famille, arrachée à l'affection de sa famille et à la nôtre dans la nuit de mercredi 6 septembre 2023, à son domicile à Yaoundé, et dont nous avons appris la mise à mort avec stupéfaction.

Il est difficile de ne pas faire un rapprochement entre sa torture suivi de sa froide exécution et l'acharnement policier et judiciaire dont son époux, M. Pascal ZAMBOUE et d'autres camarades de notre parti font l'objet de la part du pouvoir. Nos cœurs saignent, mais nous sommes debout et le resterons. Le Cameroun est notre unique patrie. Alors, ceux qui sèment la terreur doivent s'accommoder de notre existence sur cette terre douloureuse de nos ancêtres ou nous tuer tous jusqu'au dernier.

Mes chers compatriotes,

C'est avec consternation que nous avons pris connaissance de l'appel à la perpétration d'un coup d'Etat militaire dans notre pays en cas de victoire du candidat du MRC au prochain scrutin présidentiel, appel lancé par le représentant officiel du Rassemblement démocratique du Peuple Camerounais (RDPC) au cours de l'émission "Droit de Réponse" sur la chaîne de télévision Équinoxe, le dimanche 03 septembre 2023.

De façon précise, cet appel fait à la suite des questions posées par l'animateur de l'émission est formulé à travers la déclaration suivante :

« Je vais répondre à ces deux questions en faisant la comparaison pied à pied. Que ceux qui nous écoutent comprennent bien.

Première question : Est-ce qu'il peut y avoir une situation où au lendemain d'une élection

présidentielle par exemple 2025 ou même 2032 l'armée camerounaise décide de prendre le pouvoir ? Mais bien sûr que cette hypothèse peut arriver. Et ça peut arriver dans le cas de figure où le MRC remporte les élections. Effectivement dans cette hypothèse là je vois très bien l'armée en train de prendre le pouvoir pour empêcher (un panéliste : et si c'est l'UPC ?) Permettez j'ai parlé du MRC en non de l'UPC. Donc s'il arrivait par impossible que le MRC remporte les élections, je m'attends à ce que l'armée s'y oppose fermement. Pourquoi je dis ça ? Nous connaissons tous le fameux milice tribale, humm ! et ses avatars : milice bulu, milice beti ainsi de suite. Mais qui imagine les soldats camerounais conspués, y compris par le Président du MRC, accepter d'avoir ce Monsieur pour commandant en chef. Au MRC on insulte l'armée camerounaise tous les jours, on la traite de de tous les mots. Mais je ne vois pas dans quelles conditions il peut y avoir une collaboration entre un parti politique qui a choisi d'avoir un discours anti républicain contre l'armée et cette armée-là qui est républicaine

(Un panéliste : Je voudrais bien comprendre, vous êtes de dire à l'armée que si un citoyen autre votre champion gagne les élections elle doit faire un coup d'Etat, c'est ce que vous dites ?)

Permettez, permettez, permettez, permettez (Le même panéliste : Non je veux juste comprendre très bien parce que j'ai des difficultés de compréhension). Monsieur ... vous ne me prêtez pas des mots. Je dis et je le répète que je ne vois pas dans quelles conditions il peut y avoir une cohabitation entre des individus qui traitent l'armée de milice et cette armée-là. Sauf si on va 2
passer d'une milice à une autre ! Bon qu'est-ce qui va se passer ? On va congédier tous les Bulu et Beti de l'armée pour y mettre les ressortissants de la tribu du nouveau futur Président ? Sauf dans cette hypothèse là (Le même panéliste : Mais je ne vous comprends pas !) Vous êtes libre de ne pas me comprendre ! Je suis pourtant très clair ! »

Le 04 septembre 2023, un jour après cette grave sortie publique, un autre responsable de la communication officielle du RDPC a publié des propos similaires sur son compte Facebook. En effet, il a déclaré qu'

« au cas où par miracle le MRC venait à gagner une élection présidentielle dans ce pays il y aura forcément un coup d'Etat, l'armée n'acceptera jamais d'avoir pour commandant en chef un leader d'un parti qui la traite de tous les noms d'oiseaux depuis plusieurs années. » Il écrivait encore : « En vérité en vérité, la seule condition d'un coup d'État au Cameroun est que le MRC gagne une élection présidentielle !!! L'armée n'acceptera jamais de se soumettre à un parti qui l'a régulièrement traitée de " milice bulu " "milice du tyran " "soldatesque de Biya".»

Le 05 septembre, ce même communicant officiel du RDPC publiait le message ci-après, sur sa page Facebook :

« l'UPC, le PCRN, l'AFP et autres n'ont jamais insulté l'armée de ce pays !!! Si l'un de ces partis gagne l'élection présidentielle un jour l'armée se mettra au service de son leader !!! Par

contre, si c'est le MRC ou un parti ayant investi le Président du MRC qui gagne, il y aura automatiquement un coup d'Etat. »

Aucun des auteurs de ces déclarations, individus dangereux pour la République, n'a essuyé la moindre condamnation ou désapprobation, encore moins des sanctions du RDPC, ni du Gouvernement.

C'est donc en toute logique que le MRC considère cet appel antipatriotique et antirépublicain comme étant celui du RDPC, parti politique dont le président national, Monsieur Paul BIYA, est aussi le Président de la République en fonction.

Autrement dit, le parti qui confisque le pouvoir au Cameroun depuis plusieurs décennies par des fraudes électorales sauvages et une répression policière aveugle appelle publiquement l'Armée nationale à perpétrer un coup d'État, si à la prochaine élection présidentielle M. Paul Biya ou tout autre candidat du RDPC, était une fois de plus battu dans les urnes par le candidat du MRC à qui le Peuple camerounais aurait décidé souverainement de confier la conduite des affaires du pays.

Appeler l'Armée nationale à porter atteinte aux Institutions et à la sécurité de l'État est d'une gravité extrême et sans précédent dans notre histoire politique. Il s'agit d'un crime contre la paix et la concorde nationale. Rien ne peut justifier une telle perdition.

Depuis le Hold-Up électoral dont le MRC a été victime en 2018, ses dirigeants, militants et sympathisants ont subi toutes sortes de violences et d'humiliations de la part de certains membres des Forces de sécurité et de défense clairement identifiés, qui en plus leur proféraient ouvertement des propos politiques et des insanités que la pudeur patriotique n'autorise pas à évoquer ici. 3

Certains de ces dirigeants, militants et sympathisants de notre parti sont toujours détenus arbitrairement dans les prisons du pays ; d'autres portent des séquelles indélébiles et des traumatismes profonds résultant de ces traitements cruels, inhumains et dégradants.

Pourtant, malgré la rancœur légitime que ces actes et comportements peuvent susciter en nous contre les auteurs de ces crimes contre l'humanité, le MRC n'a jamais estimé que les dérives de quelques éléments haineux des Forces de sécurité et de défense puissent justifier qu'il jette le discrédit sur toute l'Institution.

Pendant les heures les plus sombres où le régime-RDPC ne se cachait pas pour distiller dans l'opinion, y compris jusque dans les rangs des Forces de sécurité et de défense, l'idée, saugrenue, que le MRC, ses dirigeants, militants et sympathisants étaient des ennemis internes de la République, et que par conséquent c'était un acte de bravoure que de les torturer voire de les neutraliser, certains parmi nous n'ont survécu que grâce aux grandes qualités républicaines de nombreux compatriotes qui servent sous le drapeau.

Malgré la volonté manifeste du RDPC de faire de l'Armée nationale un instrument partisan pour terroriser l'opposition qui refuse de comploter avec lui contre le peuple afin qu'il puisse conserver le pouvoir à jamais, l'Armée camerounaise est restée républicaine.

Ceux qui appellent de manière éhontée cette Armée à renier son serment républicain en sombrant dans le déshonneur de l'univers glauque du coup d'État ignorent sans doute qu'il ne s'agit pas d'un ramassis de troufions et de soudards, mais d'une Institution dirigée par une élite bien formée, ayant une connaissance fine du pays et de ses ressources humaines.

Moins de deux ans après sa création, le MRC a témoigné sa fidélité, son estime et son soutien à l'Armée nationale en organisant des dons de sang à travers le pays au profit de cette Armée engagée dans la lutte contre la secte terroriste Boko Haram.

Plus individuellement, déjà admiratif de la réputation de notre Armée acquise dans sa promptitude à se constituer en rempart face à des menaces à certaines de nos frontières alors que j'étais tout jeune encore, j'ai eu le privilège rare de travailler avec des membres du haut commandement de cette Armée pendant plus de 17 ans sur des dossiers relatifs à la défense des frontières de notre pays. C'est dire si les Forces de sécurité et de défense camerounaises me connaissent personnellement, notamment dans mon engagement patriotique et mon immense respect pour leur sacrifice et leur professionnalisme.

En outre, les Forces nationales de défense et de sécurité ont entendu le message d'exaltation, de félicitations et d'encouragement que je leur ai adressé de façon exclusive en mai 2021. Il n'y avait alors aucune échéance politique à l'horizon. Il s'agissait simplement du témoignage de gratitude d'un compatriote qui connaît leurs sacrifices sur divers théâtres d'opération. Que ceux qui croient pouvoir instrumentaliser les Forces de sécurité et de défense camerounaises contre le MRC et son principal dirigeant cherchent donc autre chose.

C'est l'occasion pour notre parti et pour moi-même de saluer l'attachement aux valeurs républicaines des femmes et des hommes qui, malgré une ambiance politique rendue détestable par le RDPC, servent la Nation avec un sens élevé de patriotisme et dans le souci permanent de protéger tous les citoyens camerounais sans distinction ni discrimination aucune.

Plus que tout le monde, ces vaillants compatriotes des Forces de sécurité et de défense, qui sont aux avant-postes de la protection de nos populations et de la défense de la patrie, ont intérêt à dénoncer par eux-mêmes ceux qui en leur sein agissent plutôt en miliciens au service d'un individu, d'un groupe d'individus ou des intérêts particuliers, et non pas dans l'intérêt et pour le bonheur de notre Peuple. C'est devant ce Peuple, et lui seul, aujourd'hui et demain, qu'ils doivent honorer leur serment. Ce Peuple nous survivra, et il survivra à l'actuel régime ainsi qu'aux suivants.

Au MRC, en dépit des injustices inqualifiables et des tortures indicibles que le régime-RDPC

nous inflige, nous avons foi en la République. Oui, j'ai foi en la République, et j'ai toutes les raisons de l'avoir.

En effet, depuis 2018, sur notre chemin de croix, j'ai pu apprécier, par moi-même et à travers les récits de mes camarades, le sens républicain aigu de nombreux membres de nos Forces de sécurité et de défense. Eux sur qui des pressions politiques malsaines et antirépublicaines sont exercées constamment par le régime-RDPC pour les forcer à nous briser à jamais. Je salue ici leur capacité à s'abstenir, sans défier leur hiérarchie, à servir de bouclier à un groupe de Camerounais contre d'autres Camerounais dans les joutes politiques.

Si nous pouvons nous réjouir de ce que le RDPC est à ce point convaincu de la victoire du MRC au prochain scrutin présidentiel qu'il implore désespérément, par anticipation, une intervention de notre brave Armée, nous avons toute confiance que cette Armée à la culture républicaine affirmée, ne répondra pas à cet appel au crime contre son Peuple.

J'appelle les autorités en charge de protéger le moral de l'Armée ainsi que les autorités judiciaires, à se saisir de cet appel public au coup d'État lancé officiellement à l'Armée camerounaise par le RDPC.

Je demande à la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), l'Union Africaine, l'ONU, aux pays amis du Peuple camerounais et à la communauté internationale de manière générale de prendre acte du coup d'État en préparation, que le pouvoir en place au Cameroun a annoncé en cas de défaite de Monsieur Paul BIYA ou de tout autre candidat du RDPC ou promu par ce parti, face au candidat du MRC au prochain scrutin présidentiel. Nul ne pourra prétendre n'avoir pas été au courant de ce qui se prépare contre notre parti et notre Peuple. Aux Camerounais de l'intérieur et de la diaspora, je voudrais dire que cet appel du RDPC au coup d'Etat, qui n'est rien d'autre qu'un appel public à l'atteinte aux Institutions de la République et à la sécurité de l'État, est la preuve que désormais le Peuple fait peur à ceux qui leur ont longtemps fait peur. Il s'agit d'un appel au piétinement de la Constitution, des lois de la République et du choix souverain du Peuple camerounais. Cet appel criminel venant du régime lui-même est la preuve que dans les rangs de ceux ont passé des décennies à martyriser les Camerounais et à se moquer de leurs souffrances, l'arrogance habituelle cède la place à la panique.

Ils paniquent devant le refus de notre Peuple de céder à leurs provocations, ce Peuple désormais conscient, et confiant qu'il va prendre son destin en main par les urnes et dans la paix.

J'invite les Camerounais à rester mobilisés et d'une vigilance absolue, maintenant qu'ils sont informés du destin funeste que leur prépare le RDPC s'il venait à perdre le pouvoir à l'issue du processus électoral à venir.

J'ai confiance que vous, Camerounaises et Camerounais, donnerez aux Forces du Changement

les moyens de sanctionner démocratiquement et d'une manière sans appel, ce parti putschiste, le RDPC, qui se rêve toujours en parti unique, pour tout le mal que son régime a fait à notre cher pays depuis tant d'années. Aussi, je vous invite à rester concentrés sur l'essentiel, à savoir les inscriptions massives sur les listes électorales dès la réouverture des inscriptions en janvier prochain, la préparation à un contrôle méticuleux du déroulement du scrutin et la protection de votre vote, afin qu'advienne inexorablement l'alternance politique dont notre Peuple rêve depuis plusieurs décennies.

Laissons la Justice se saisir de cet appel au coup d'État contre le vainqueur d'une élection, c'est-à-dire d'un crime contre la volonté du Peuple camerounais. De la diligence et l'objectivité de cette Justice dans la conduite de la procédure judiciaire qu'impose cette félonie dépend la préservation de la voie d'une alternance pacifique dans notre pays, en particulier en ce moment crucial de son histoire.

Ceux qui rêvent de pouvoir éternel doivent se réveiller, car un tel pouvoir n'existe pas à l'échelle humaine. Peu importe sa longévité, le pouvoir humain finit par finir.

Je ne vous trahirai point.

Que Dieu protège notre pays.

Yaoundé le 08 septembre 2023

Le Président National du MRC

Maurice KAMTO